

Stop à l'austérité

Depuis plus de vingt ans, les gouvernements, en déréglementant, ont laissé faire les marchés financiers. Résultat: une crise du système capitaliste, crise qui a éclaté en 2008.

Pour soutenir les banques les gouvernements sont intervenus massivement, faisant exploser les déficits publics.

Mais, contrairement à ce qu'ils avaient an-

noncé, ils n'ont rien réglé sur le fond, que ce soit au niveau international, européen ou national.

Les agences de notation font la loi. Les spéculateurs ont toujours la main. Leur seul objectif: gagner le plus d'argent possible, le plus rapidement possible, sur le dos des États, donc de l'argent public. Pas de risque ainsi!

Tant que les gouvernements au niveau international ne décideront pas d'encadrer sévèrement les marchés financiers et leurs pratiques, ils resteront sous leur coupe, à leur merci. C'est le cas en ce moment et c'est la raison d'être des plans d'aus-

térité. Diminution des services publics, restrictions des droits sociaux, pression sur les salaires, flexibilité et précarité accrues, telle est la rançon payée à la spéculation!

Conséquence: une croissance freinée, l'emploi en berne, moins de rentrées fiscales. Un cercle vicieux et dangereux, qui épargne les riches au détriment des classes moyennes et défavorisées.

Pour FO, il est impératif et urgent de renverser cette logique.

C'est en ce sens que FO agit sur le plan international et européen, et appelle à résister et réagir sur le plan national.

Résister et refuser l'austérité, c'est préparer l'avenir et contraindre les gouvernements à reprendre la main au profit du progrès social. Tout au long des mois de septembre et octobre, avec un point fort le 20 septembre, FO organise partout en France, sur le plan local, des meetings, rassemblements, visites d'entreprises et de services publics, pour informer et mobiliser les salariés.

Il faut dire stop à l'austérité, priorité aux salaires, au service public, à l'emploi et aux conditions de travail.

Jean-Claude Mailly
Secrétaire général

FO
la force syndicale
www.force-ouvriere.fr

Priorité aux salaires, à l'emploi, aux services publics

Priorité aux salaires, à l'emploi, aux services publics

SALAIRES

■ Malgré une inflation officielle aux alentours de 2% sur un an, le SMIC (1 073 euros net mensuels actuellement) n'a toujours pas bénéficié de coup de pouce, situation qui demeure inchangée depuis cinq ans (seul le rattrapage automatique de la hausse des prix chaque année et en cas de dépassement de 2% d'inflation a lieu).

Plus de 3 millions de salariés sont au SMIC et la moitié des salaires en France demeurent en dessous de 1 650 euros (salaire médian).

Près de la moitié des Français ne partent toujours pas en vacances, le poids des dépenses de logement et d'énergie ne cesse d'augmenter, tandis que la santé est de moins en moins bien remboursée.

Dans le même temps, malgré la crise financière de 2008 et le yo-yo des Bourses ces dernières semaines, les profits des principales entreprises cotées en Bourse demeurent records: plus de 82 milliards d'euros en 2010 pour les entreprises du CAC 40 et de l'ordre de 40 milliards pour le 1^{er} semestre 2011 pour trois quarts d'entre elles.

Pour FO, il est plus que temps et urgent d'augmenter les salaires: en augmentant nettement le SMIC; en répercutant cette augmentation sur les grilles de salaires dans les branches; en augmentant le point d'indice dans la fonction publique; en augmentant et en généralisant la prime transport.

■ Les milliards d'euros qui circulent sur les marchés financiers et qui alimentent la spéculation sont improductifs pour les populations, en France comme ailleurs dans le monde.

Le chômage repart à la hausse

Le recul du pouvoir d'achat des salaires, les difficultés toujours plus grandes rencontrées par les salariés au chômage ou précaires aboutissent au recul de la consommation des ménages, pourtant indispensable à une relance d'une économie créatrice de vrais emplois.

Pour FO, augmenter les salaires, préserver la protection sociale et revaloriser les minima sociaux et les pensions de retraite sont autant d'éléments indispensables à une véritable économie de croissance de l'emploi.

SERVICES PUBLICS

■ L'austérité ou la rigueur se traduisent par des réductions massives des moyens des services publics. Certains sont privatisés ou purement abandonnés. La RGPP (Révision générale des politiques publiques), la loi HPST pour l'hôpital, la réforme territoriale non seulement suppriment des emplois, mais accroissent les difficultés d'accès au service public et réduisent fortement les droits des usagers et citoyens.

EMPLOI

Conditions de travail

Peur du chômage, précarité, suppressions d'emplois et accroissement de la charge de travail exercent une pression toujours plus grande sur les salariés, tant dans le privé que dans le public. Autant de détérioration des conditions de travail, de déconsidération des hommes et des femmes au travail, de stress, conduisant à une réelle souffrance et jusqu'à des drames.

Là encore, pour FO, il faut en finir avec les logiques de rentabilité immédiate dans le public et le privé, de pouvoir des capitaux boursiers sur les entreprises. Une réglementation financière rigoureuse doit être mise en place, de véritables emplois et une organisation respectueuse de la personne au travail sont immédiatement indispensables.

La liberté, l'égalité et la fraternité sont attaquées. Il faut stopper ces logiques qui menacent les principes fondamentaux de la République.

Pour FO, il faut d'urgence une réforme fiscale d'ampleur, rétablissant la progressivité de l'impôt afin de taxer les profits pour une meilleure répartition des richesses.

*Avec FO: je m'informe, je résiste, je me fais respecter,
je défends la justice et la république sociales.*

CONSTRUISONS LE VRAI RAPPORT DE FORCE

Meetings, Rassemblements, Information massive

le 20 septembre



Retrouvez toutes les actions sur www.force-ouvriere.fr

